

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4238 - Jeudi 27 Octobre 2022 - Prix : 200 Fc

NAUFRAGE D'UN KWASSA AU LARGE D'ANJOUAN

3 corps inertes, et des portés disparus



**ZONE DE LIBRE ECHANGE CONTINENTALE AFRICAINE :
Les parties prenantes sensibilisées**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 31 Octobre 2022**

Lever du soleil:

05h 37mn

Coucher du soleil:

18h 05mn

Fadjr : 04h 23mn

Dhouhr : 11h 56mn

Ansr : 15h 20mn

Maghrib: 18h 08mn

Incha: 19h 22mn



ENTREPRENARIAT :

La Meck Moroni et la BID lancent Yes-cam

En présence du ministre des finances, la Meck Moroni en collaboration avec la Banque Islamique de Développement (BID) a lancé mardi 25 octobre dernier le projet « Yes-Cam ». Il a pour but de développer un dispositif d'accompagnement des jeunes entrepreneurs dans le secteur agricole et agro-alimentaire au moyen de la micro-finance islamique.

La Mutuelle d'épargne et de crédit ya Komor (Meck Moroni) en collaboration avec la Banque islamique de développement (BID) a lancé le mardi 25 octobre dernier le projet « Yes-Cam », un programme d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes. L'événement a vu la présence de nombreuses personnalités, dont le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et le Commissaire général au Plan, etc. Financé à hauteur de 4.650.000 USD dont 2.900.000 par la BID, ce projet a pour but de développer un dispositif d'accompagnement des jeunes entrepreneurs dans le secteur agricole et agro-alimentaire au moyen de la micro-finance islamique.

La directrice exécutive de la Meck Moroni, Laila Saïd Hassane, a expliqué que ce projet conforte l'objectif de la Meck Moroni à aller

de l'avant et s'inscrit dans un triple contexte entrepreneurial, sectoriel et bancaire. « L'objectif est de définir un programme de création d'entreprise dans le secteur agroalimentaire, de décliner les chaînes de valeur agricoles en favorisant la création de nouvelles entreprises dans la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, et de mettre en place un programme sur mesure d'accompagnement opérationnelle afin de permettre aux jeunes entrepreneurs d'acquérir les compétences techniques et managériales nécessaires à la réussite de projets », a-t-elle souligné avant d'ajouter que « le projet soutient trois chaînes de valeurs agricoles stratégiques, et ambitionne 1000 entreprises pour les jeunes entrepreneurs pour 3000 créations d'emplois et finance 50 groupes de producteurs agricole ».

Le directeur responsable du département économique de la BID Nabil Ghaleb a salué les efforts du chef de l'État d'avoir ratifié et donné la garantie souveraine de ce projet mais également les parties prenantes qui ont contribué pour la mise au point du Yes cam. La Covid-19 a impacté le monde et cela a fait comprendre que l'économie est fragile et ce qui est le plus urgent est de chercher à documenter davantage des moyens de production



notamment sur l'autosuffisance de production locale. « Aujourd'hui la question de la crise alimentaire préoccupe le monde. Par conséquent, il est vivement recommandé de soutenir la production locale, dans une intégration nationale et régionale au secteur agricole pour une meilleure autosuffisance alimentaire. Les bailleurs de fonds ont entrepris plusieurs dispositions relatives à la sécurité alimentaire avec une enveloppe conséquente », annonce-t-il.

Le ministre des finances Mze Abdou Mohamed Chanfiou a rappelé que le passage du cyclone Kenneth, la COVID-19 et la guerre en Ukraine ont affecté durement

l'économie. De ce fait, les changements engagés par les autorités visent à encourager les nouveaux acteurs économiques à faire recours à la micro-finance. Il s'agit ici d'un réel accompagnement des jeunes en insertion vers le secteur formel. « Nous devons soutenir et appuyer financièrement le secteur privé, l'accompagner dans sa croissance pour participer demain aux échanges économiques internationaux et le développement du secteur privé moderne, notamment l'entrepreneuriat agricole des jeunes, un levier qui vise à accompagner la diversification de l'économie comorienne », souligne-t-il, tout en annonçant que

la production locale devient une priorité. Il sollicite également l'appui de la BID dans le projet de l'avicole qui touche les 40.000 euros.

Pour s'inscrire, les candidats doivent être des personnes physiques ou morales, des coopératives, de nationalité comorienne évoluant ou souhaitant évoluer dans le domaine de l'agroalimentaire aux Comores. Pour les personnes physiques, il faut être de nationalité comorienne, être âgée de 18 à 60 ans, présenter un projet bancable, pour les personnes morales.

Andjouza Abouheir

PÊCHE

Les accords de cogestion des activités en mer signés à Malé

La direction de la pêche à travers son ministère de tutelle et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont procédé hier 26 octobre, à une signature des accords de gestion des activités en mer avec la communauté de pêcheurs de Malé Mbadjini au sud de Ngazidja. Des accords devant permettre aux responsables du projet REEFFISH et aux com-

munautés de pêcheurs de travailler conjointement sur la protection des activités et des produits marins dans le sens d'améliorer les revenus des travailleurs en mer et leurs conditions de vies.

La pêche est une activité très lucrative et risquée, vu l'infinité de la mer et de ce qu'elle regorge comme produits. Elle est pratiquée par un bon nombre de

citoyens venant des zones côtières alors qu'elle est une activité essentielle de l'économie, d'où la volonté du gouvernement d'accompagner les travailleurs en mer à travers des projets comme Swiofish qui a abouti à la création des communautés de pêcheurs et des fournitures d'équipements de pêche. Aujourd'hui à travers le projet REEFFISH, le secteur connaît aussi des progressions dont les formations sur les

pêcheurs. Ce mercredi 26 octobre, des accords de cogestion ont été signés avec les communautés de pêcheurs dans la localité de Malé, basés sur les activités de la mer. « L'objectif de cette signature est d'impliquer les communautés de pêcheurs dans la protection des aires marines, notamment dans les prises de décision, mais également dans la mise en œuvre des différentes actions. A travers cette procédure, on compte faciliter les échanges en termes d'information, de connaissances et de bonnes pratiques », explique Mohamed Nouridine, le coordinateur du projet au niveau national.

Le maire de la région Itsahidi a insisté sur les avantages de protéger la mer. Pour lui, on doit contribuer à la protection de l'environnement et dire « combien nous sommes honorés des initiatives du gouvernement dans le but d'améliorer les activités en mer et les revenus des pêcheurs ». Lors de la cérémonie, Mohamed Idiamine, représentant de la FAO aux Comores, a remis au secrétaire général du ministère de la pêche, le directeur général de la pêche et au président de la communauté de pêcheurs un texte de loi devant recadrer la pêche au niveau du pays.

« Il s'agit d'un travail effectué par toutes les instances de pêches au niveau du pays. Il y a dans ce document ce qui est permis et ce qui est interdit sur la pêche aux Comores », dit-il. C'était l'occasion pour Mohamed Ben Ali, président de DJAMBE, association des pêcheurs Male de saluer les efforts fournis par le gouvernement et les responsables du projet. « Je promets de respecter la loi qui nous et de la faire respecter aux autres », souligne-t-il.

A titre de rappel, REEFFISH est un projet régional qui tend à améliorer la gestion des pêches en récifs coralliens et des dispositifs de concentration de poisson (DCP) autant pour la restauration et la protection des produits de mer et l'amélioration des revenus des pêcheurs. Le projet lutte aussi contre la pêche illégale non déclarée et non réglementée (INN). C'est un projet régional (océan indien) financé par le Japon à hauteur de 4,4 millions dollars pour améliorer la pêche dans les 5 pays (les Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et le Kenya).

Kamal Gamal



NAUFRAGE D'UN KWASSA AU LARGE D'ANJOUAN

3 corps inertes, et des portés disparus

Un drame de plus dans le bras de mer entre Anjouan et Mayotte. Un naufrage a eu lieu dans la nuit du lundi 24 octobre au large des cotes anjouanaïses, où un Kwassa avec 16 passagers à bord et deux pilotes a chaviré. Le drame a fait trois morts et on plusieurs personnes sont portées disparues. La traversée la plus dangereuse de l'archipel, ce bras

de mer qui sépare Anjouan et Mayotte, devient sans doute le plus grand cimetière de l'océan indien, avec ses 20 000 morts, autant qu'un pays en guerre.

"À bord, se trouvaient des femmes et des enfants", précise Saindou Boura, Maire de la commune de Bambao Mtsanga avant de d'ajouter

que « les corps retrouvés inertes sont de Domoni, Chandra et une femme de Mutsamudu. Le Kwassa a chaviré pas loin des cotes et c'est une autre vedette qui est partie secourir, on voyait la scène », décrit-il. L'accident est survenu ce mardi 25 octobre entre la fin de la nuit et l'aube. Chiwe, ce quartier de Mutsamudu, a enseveli une des siens en début de soirée de ce mardi

25 octobre. « Un jeune de 20 ans, sa cousine et leur nièce sont les trois victimes du quartier Chiwe », regrette Saïd Hamza, chef du quartier voisin de Chiwe.

Pour rappel, il y a quelques mois, le gouverneur de l'île d'Anjouan a posé la première pierre d'un futur mémorial à Hamchako dans le Nyoumakele, destiné à honorer les victimes du trisément

célèbre « visa Balladur », pour servir de lieu de recueillement dédié aux plus de 20 000 morts recensés depuis 1994. Ce lieu n'est pas le projet d'un individu mais un édifice qui doit servir pour la sensibilisation contre le danger permanent de cette traversée périlleuse.

Nabil Jaffar

ZONE DE LIBRE ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE :

Les parties prenantes sensibilisées

Le ministère de l'économie en collaboration avec le Pnud a organisé un atelier de sensibilisation à l'endroit des parties prenantes sur l'intégration des Comores à la zone de libre échange continentale africaine (Zlecaf). L'objectif est de parler des défis, des objectifs, des modalités de sa mise en œuvre.

Le ministère de l'économie en collaboration avec le Pnud a organisé hier mercredi 26 octobre, un atelier de sensibilisation sur l'intégration des Comores à la Zone de libre échange continentale africaine (Zlecaf). Cette séance qui a rassemblé les parties prenantes à savoir la Chambre de commerce, le Modec, la douane et autres organismes avait pour but de sensibiliser les acteurs sur les objectifs, les modalités et défis du Zlecaf. Selon le point focal, Halidi Ali Omar, le Zlecaf constitue un portefeuille d'opportunités et cette intégration va offrir assez d'avantages en matière de commerce pour le pays. « C'est une chance qui va pousser à la réglementation du commerce dans le pays. Nous devons nous poser des



interrogations en ce qui concerne l'acceptation de nos opérateurs, la concurrence, la douane », montre-t-il. Et de poursuivre : « cet atelier s'inscrit dans un cadre idéal pour mieux préparer et parler des points de Zlecaf qui pourront pousser à la finalisation rapide du processus de

ratification et participer pleinement à sa mise en œuvre. D'où la mobilisation des parties prenantes ici présentes ».

De son côté, le directeur général de l'économie et du commerce, Abdou Nassur Madi a expliqué que cet atelier est une recommandation

qui a été faite lors d'un atelier national de haut niveau en juin-juillet dernier, dont a découlé une feuille de route incluant des ateliers de sensibilisation de toutes les îles. « L'idée est de faire en sorte que tout le monde, les opérateurs économiques et la société civile, compren-

nent la Zlecaf et pourquoi nous sommes appelés à ratifier cet accord », avance-t-il.

La remarque a été flagrante, une majorité d'opérateurs économiques ont brillé par leur absence, ce dernier parle d'une réticence. « Nous n'avons pas vu la présence des opérateurs pourtant ils font partie de notre cible, nous ne savons pas vraiment le problème. Je tiens à être clair sur ce point, cet accord a été décidé par les chefs d'Etat de l'ensemble des pays d'Afrique. Ils se sont réunis pour constater qu'ils ont une difficulté en matière d'échange commercial au niveau du continent, comme le cas des autres continents. Cette sensibilisation est très importante pour la ratification », insiste celui qui fait appel au bon sens de tout le monde, de saisir cette opportunité.

L'Union des Comores a signé, le 21 mars 2018 à Kigali, l'accord sur la Zlecaf, elle fait partie des 11 pays de l'Union africaine à ne l'avoir toujours pas ratifié. C'est dans ce cadre que s'inscrit cet atelier appuyé par le Pnud.

Andjouza Abouheir

COOPÉRATION COMORES-MAROC :

Le suivi des accords de la première commission mixte en discussion

Le Chargé d'affaires de l'ambassade du Royaume du Maroc en Union des Comores Driss Allaoui, a effectué une visite de courtoisie au ministère des affaires étrangères. C'était l'occasion de discuter avec Imam Abdillah, le directeur de la coopération internationale sur les accords de la première commission mixte Moroni-Rabat.

Le Royaume du Maroc entretient d'excellentes relations avec les Comores. Mardi dernier, Driss Allaoui Chargé d'affaires de l'ambassade du royaume du Maroc en Union des Comores a effectué une visite au ministère des affaires étrangères où il a été reçu par Imam Abdillah directeur de la coopération internationale. Les discussions ont porté sur plusieurs sujets d'intérêt commun, notamment la mise en place d'un mécanisme d'échanges et de suivi des accords issus de la première commission mixte Comores-Maroc. Il s'agit des accords signés par le ministre marocain des Affaires Etrangères, M.

Nasser Bourita et son homologue Dhoahir Dkhoulkamal, dans le but de développer une coopération technique pour la promotion de l'emploi et du travail décent à travers des projets dans divers domaines et l'encouragement de l'échange d'expériences et d'informations et de documentation, ainsi que la promotion de la coopération Sud-Sud en partenariat avec d'autres organismes internationaux.

Signé récemment un protocole d'échanges en matière de pêche maritime et d'aquaculture. A travers ce protocole les principes et modalités seront mise en œuvre en faveur de la recherche technique et scientifique en vue de promouvoir le secteur du tourisme, en renforçant les administrations centrales du tourisme ainsi que leur agences et associations professionnelles. Non seulement lesdits accords s'intéressent au développement de l'agriculture et du tourisme mais vise également le programme exécutif de l'accord de coopération Islamique pour les années 2022-2024, dont le but est

d'échanger les visites entre les deux parties pour participer aux congrès, séminaires et rencontres islamiques qui s'organiseront dans le pays et au Maroc à la participation des oulémas, des professeurs universitaires et des intellectuelles des Comores pour renforcer le dialogue et consolider les principes et valeurs de tolérance.

Lors des discussions le directeur de la coopération internationale a mis l'accent sur la nécessité de parachever la procédure de signature des accords restants, le cas échéant, en marge de la prochaine réunion de suivi de la conférence de Paris. Une telle volonté s'explique par les objectifs des accords qui tendent à intensifier le partage d'expériences dans le domaine des outils de planification urbaine stratégique, apporter un soutien en matière de formation et de partage de l'information dans les domaines d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'habitat, à prospecter les opportunités de la coopération triangulaire ainsi que les offres de la coopération multilatérale pour la réalisation des actions com-



munes visant un développement efficace et résilient face aux changements climatiques.

Quant aux sujets d'intérêt commun, il s'agit de coordonner les efforts des deux parties, en vue de défendre ensemble leurs intérêts commerciaux et économiques dans le cadre des instances régionales et internationales, particulièrement la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF), et de promouvoir les échanges d'expérience entre

les organisations représentants du secteur privé des deux pays. De son côté, le chargé d'Affaires s'est prononcé quant à la mise en place d'une feuille de route, dans le cadre de la réalisation concrète des actions arrêtées entre les deux parties. Il a également proposé à la partie comorienne d'étendre le champ de coopération sur d'autres domaines tels que ceux liés à la jeunesse et à la culture.

Kamal Gamal

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Des résultats médiocres à Mohéli pour l'entrée à l'université des Comores

Les résultats du concours d'entrée à l'université des Comores sont connus depuis vendredi dernier. Sur 478 étudiants inscrits dans le centre universitaire de Mohéli, seulement 100 sont déclarés admis. Les responsables du centre parlent de résultats satisfaisants pour la filière Gestion administrative et d'entreprise.

Cette année, contrairement aux résultats du Baccalauréat, ceux de l'entrée à l'université sont catastrophiques pour les étudiants de Mohéli souhaitant poursuivre leurs études universitaires dans le pays. Sur 787 candidats admis au baccalauréat de cette année à Mohéli, 478 s'étaient présentés pour passer

le concours d'entrée à l'Université des Comores (Udc), soit un pourcentage de 56%. Deux étudiants seulement sont admis au concours en Génie informatique, 4 au département Commerce, deux en Statistique et 7 pour le département des Langues et littérature anglaise. Dans le secteur du tourisme et hôtellerie, seulement 6 étudiants ont validé leurs tickets pour l'UDC.

Au niveau de la faculté de santé publique, deux étudiants vont poursuivre leur formation en soins obstétricaux et 5 en d'autres disciplines. C'est dans les filières existantes au niveau des centres de Fomboni et Djando que les résultats sont relativement satisfaisants.

Sur 77 étudiants qui ont déposé leurs dossiers pour le département Gestion d'entreprise et



Administration, seulement 34 sont admis. Au niveau de la formation des professeurs des écoles, 38 candidats sont retenus. « Compte tenu de nos capacités d'accueil, je dirai que les résultats de l'entrée à l'UDC

en particulier pour la formation de l'IFERE, et l'AES sont très satisfaisants par rapport aux autres filières qui se trouvent à la Grande Comore, dont certains étudiants ont composé ici à Mohéli », souligne

Dr Ali Mohamed Mbaé, chef de centre de l'université à Mohéli. Ces résultats prouvent en tout cas à quel point le niveau scolaire est en déclin.

Riwad

ENSEIGNEMENT :

Le gouvernement américain octroie des matériels d'apprentissage aux enseignants comoriens

Le gouvernement américain équipe les enseignants comoriens en matériels didactiques d'apprentissage de l'Anglais. Ces enseignants-formateurs partageront à leur tour ces méthodes et matériels pédagogiques avec les éduca-

teurs de tout le pays, en faisant des formations.

Suite à un atelier de formation intitulé American English Training of Trainers (AE TOT) qui s'est tenu du 22 au 25

octobre dernier à Moroni, le gouvernement américain, en collaboration avec l'association à but non lucratif Yes We Can (YWC), a équipé 24 professeurs d'Anglais de toutes les régions des Comores de méthodes innovantes et matériels d'apprentissage de la langue anglaise. Ces éducateurs vont maintenant multiplier leur impact, en dirigeant des ateliers de formation des enseignants dans les différentes circonscriptions scolaires du pays.

Cette initiative rentre dans le

cadre de l'engagement du peuple américain de renforcer la capacité des Comores à s'engager sur la scène internationale en fournissant des compétences en matière d'enseignement de l'Anglais à plus de 160 instructeurs du pays. Les participants ont appris à utiliser le matériel d'enseignement et d'apprentissage de l'Anglais développé par le gouvernement américain.

Pour rappel, le gouvernement américain s'est engagé à travailler avec le gouvernement des Comores

et les éducateurs comoriens pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage de l'anglais dans la région. L'apprentissage de l'anglais peut ouvrir un large éventail d'opportunités locales et mondiales pour les étudiants et les professionnels comoriens qui souhaitent poursuivre leurs études et faire progresser leur carrière à l'intérieur et à l'extérieur des Comores.

Nassuf Ben Amad



29 OCT
19H00
10 000 KMF
Entrée + Diner
5 000 KMF
Entrée enfant -12

Points de vente:
- New Select
- Nassib Volovo
- Le Repli - Place Karthala
- Le Retaj

OCTOBRE ROSE
SOIRÉE DE GALA AU RETAJ

CHEIKH MC | CHEBLI MSAIDIE
FARAZ & NORENA | HAIRIA | PEDRO KARIM | FAHID LE BLED'ART | IBOU BLACK

Avec la participation de
- Parolier du karthala (SLAM)
- Ukuaji Académie (DANSE)

Logos: AC XCF, SOPRANO FONDATION, RETAJ, MARIAMA MHOME, GEVERN, Le Repli, SELECT, Kamifot, YSIA, MAYESHA, Pharmacie des écoles, POM EVENT, KARTIB, T, N, I2A, MORONI TERRAZZOL

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
A.O. Yazid
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

DROITS DE L'HOMME :

Société civile et journalistes formés sur le Reporting

Pendant deux jours (lundi, mardi) des journalistes et des organisations de la société civile ont été formés sur les mécanismes de saisine et de reporting auprès des organes onusiens qui s'occupent des droits humains.

Cette formation rentre dans le cadre du programme (Fonds de Solidarité pour les projets innovants) de coopération entre la France et les Comores, notamment dans le domaine des droits de l'homme. Intitulée formation sur la saisine, l'alerte et le reporting auprès des organes de traités et des procédures spéciales des Nations Unies, la formation a duré deux jours sous la direction de Nordine Drici, expert international et fondateur de l'ONG Planète Refuge Droits de l'Homme. Le but de la formation est de faire en sorte que les participants puissent élaborer une stratégie de saisine et d'aler-

te des mécanismes onusiens des droits humains. L'objectif pédagogique, est qu'à l'issue de la formation, les OSC puissent être en mesure entre autres de définir le rôle général et les fonctions des différents comités onusiens, comprendre le rôle et les modalités générales de saisine, savoir développer un reporting ou encore comment construire une stratégie d'alerte et de saisine.

Pour mieux cerner les problématiques liées au respect des droits humains par les Etats, il faut connaître déjà le cadre normatif qui régit le pays. Les Comores ont signé et ratifié plusieurs conventions et traités internationaux et régionaux qui engagent l'Etat à la défense des droits. Donc toute personne qui se sent lésée par une quelconque décision étatique en matière de droit de l'homme peut engager une procédure auprès des organes onusiens chargés de défendre les DH. « Toute personne peut présenter une requête

devant un comité contre un Etat qui satisfait à ces conditions (être partie à de l'instrument et avoir reconnu la compétence du comité pour examiner des requêtes) comme écrit dans la fiche d'information numéro 7 des Nations Unies consacré aux procédures d'examen des requêtes ». Pour faire simple, tu ne peux attaquer un pays dans les différents comités que si celui-ci a ratifié le texte relatif audit comité.

A part la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, les Comores ont adhéré à plusieurs traités et conventions qui donnent la latitude aux citoyens comoriens de recourir aux différents comités dans le cas d'une violation constatée. Les ONG, qui sont mieux structurées que le citoyen isolé, sont aussi appelées à jouer un grand rôle dans la saisine du conseil des droits de l'homme plus particulièrement lors de l'Examen Périodique Universel. Elles ont plu-



sieurs moyens pour pouvoir participer à l'EPU, dont la soumission d'un rapport au Haut-commissariat aux droits de l'Homme, prendre la parole durant la séance du conseil ou encore développer une stratégie d'approche auprès des membres du groupe de travail. Ce qui est sûr, les

ONG ont tous les instruments pour mieux interpellier les autorités sur leur gestion dans les questions liées aux droits humains.

AS Badraoui

LITTÉRATURE :

"Ma vie est un long combat" :
ou le parcours d'une femme politique

« *Ma vie est un long combat* » est le deuxième livre de Sittou Raghadat Mohamed paru aux éditions Kalamu et elle fait voyager ses lecteurs à travers ses lignes. Cette militante parle d'une femme aux multiples facettes, politicienne, militante, audacieuse, etc. Un parfait exemple pour pousser les femmes à s'imposer dans la vie sociale et politique.

C'est à Moroni que la militante Sittou Raghadat, une femme aux multiples facettes a décidé de faire sa séance de dédicace lundi 24 octobre dernier de son deuxième livre. Accompagnée de sa préfacière, Coralie Frei, l'autrice est rentrée en contact avec son public. Ayant gran-

di dans une famille nombreuse, elle raconte et confie des phases de sa vie d'enfance, de la femme audacieuse qui a su s'affirmer en politique. Sur scène, elle a répondu à certaines questions de ses lecteurs. Sittou Raghadat fait savoir que malgré le chemin rempli d'embûches, elle a su relever le défi. « Ma vie est un long combat, il y a eu des obstacles mais je m'en suis en sortie et j'espère que les femmes comme moi pourront elles aussi s'affirmer », souligne-t-elle. 198 pages, 25 chapitres, une suite logique de son premier livre "combat". Chaque chapitre a sa propre histoire, de son adolescence jusqu'à la vie sociale, une autobiographie explicite de sa propre définition. Elle a fait une douce lecture à son public.

Sur le plan politique, Sittou a su expérimenter son côté lionne et ce, au cours des élections législatives de novembre 1992. « Au premier tour organisé le 22 novembre 1992, j'ai battu les 12 autres candidats avec 20,70% des suffrages exprimés. Une belle victoire très honorable. La preuve aussi de ma force politique et de ma popularité dans ma circonscription. La femme

comorienne est enfin autorisée à être candidate à des élections législatives », lit-on dans la page 126. Ce passage laisse entendre que la femme, elle aussi a son rôle à jouer que ce soit dans la politique ou ailleurs, un message clé pour la nouvelle génération.

Née le 06 juillet 1952 à Ouani à Anjouan, Sittou Raghadat Mohamed Attoumane est actuelle-

ment présidente de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (CNDHL). Dans son pays et ailleurs, elle est connue sous l'appellation de Madame Sittou, une grande dame charismatique, longtemps engagée dans la société civile pour défendre la cause de la femme et d'autres combats sociopolitiques.

Andjouza Abouheir



COOP-CA MECKMORONI

Société coopérative avec Conseil d'Administration MECK-MORONI
B.P 877, Moroni Route de la Corniche, Ngazidja - Union des Comores
Tel: (+269) 773 27 28 / (+269) 773 82 83

Avis de recrutement

Direction Exécutive Meck-Moroni
Sce. Ressources Humaines

vités, les compétences, l'expérience, les pièces à fournir et les qualifications requises.

La MECK-Moroni est une coopérative d'épargne et de crédit à but non lucratif dont l'objectif est la lutte contre la pauvreté en favorisant l'inclusion financière des plus modestes. Elle apparait aujourd'hui comme le leader de la finance solidaire en Union des Comores. En effet la Meck-Moroni a connu au cours des dernières années une croissance soutenue, portée par une proximité culturelle et géographique, une gouvernance démocratique et transparente, et des produits simples et accessibles au plus grand nombre. Dans le cadre du renforcement de son personnel, la Direction Exécutive de la Meck Moroni recrute sur concours :

- 01 Ingénieur(e) Informatique
- 01 Auditeur-trice Interne
- 01 Contrôleur(e) permanent
- 01 Chargé(e) d'études
- 01 Chargé(e) d'affaires Finance Islamique

Les avis de recrutement détaillés sont consultables sur www.meck-moroni.org/opportunités et sur la page Facebook Meck Moroni Officiel. Ils précisent les acti-

Dépôts des dossiers :

Les dossiers des candidatures doivent être adressés à la Directrice Exécutive, sous pli fermé portant la mention : « Recrutement + (poste à pourvoir) Exemple : « Recrutement Contrôleur Permanent »

** **Date limite** le mercredi 02 novembre 2022 à 14h00mn

** **Lieu** : Service Administratif/Ressources Humaines de la Meck-Moroni

• Direction Exécutive de la Meck Moroni – Hankounou **Tel : 773 27 28**

N.B

- Tout dossier incomplet ou déposé après la date limite ne sera pas examiné.

- Tout dossier déposé ne pourra nullement être retiré.

- Toutes les étapes de sélection vont se dérouler aux Comores.
- Seuls les candidats retenus seront contactés.
- Les candidats doivent être de nationalité Comorienne.



Sittou Raghadat.

ELABORATION CONCERTÉE DE STRATÉGIES POUR LA DURABILITÉ EN AFRIQUE

L'interface science-politique-pratique en matière de biodiversité et de services écosystémiques

Du 25 au 27 octobre se tient à Abidjan (Côte d'Ivoire), un atelier sur le thème « *Elaboration concertée de stratégies pour la durabilité en Afrique: Utilisation des produits de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la Biodiversité et les Services écosystémiques (IPBES)* » qui est un organe mis en place pour renforcer l'interface science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, le bien-être humain à long terme et pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Afin de renforcer les capacités des parties prenantes, et de faciliter le transfert, la co-production, et l'échange de connaissance entre disciplines et secteurs, mais aussi de soutenir des politiques cohérentes en faveur de la biodiversité sur tout le continent, le projet CABES (Développement des capacités pour des experts en biodiversité

et services écosystémiques en Afrique centrale, de l'Ouest et de l'Est) a été initié à la suite d'un effort conjoint de plusieurs institutions, entre autres le Centre de Recherche sur le Développement (ZEF) de l'Université de Bonn, en Allemagne, CoKnow Consulting (Allemagne), le Centre mondial de Surveillance de la Conservation du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP-WCMC, Royaume-Uni).

L'objectif général de l'atelier est de présenter le cadre du projet CABES, de sensibiliser les différents groupes de parties prenantes sur les façons de s'engager dans le programme de travail de l'IPBES. Plus précisément, cet atelier vise à discuter avec les experts africains sur la biodiversité et les services écosystémiques des options et stratégies pour l'appropriation nationale des nombreux produits de l'IPBES en Afrique. Discuter aussi sur leurs besoins et attentes de l'établissement des plateformes régionales, sous régionales et nationales d'ex-

perts sur la biodiversité et les services écosystémiques, établir ou renforcer la connexion entre experts africains en biodiversité et services écosystémiques dans le cadre de l'IPBES et fournir une plateforme aux parties prenantes afin qu'elles partagent leurs expériences sur les stratégies concordantes avec la mise en œuvre de la gouvernance sur la biodiversité et des services écosystémiques et partager les opportunités futures pour leur engagement.

Il faut savoir que l'Afrique est un continent riche en biodiversité où les populations dépendent fortement des ressources naturelles pour assurer leur subsistance. Cependant, les modèles de gouvernance de la biodiversité soulèvent de sérieux défis, tels que la dégradation des écosystèmes en raison de l'inadéquation des politiques de conservation fondées sur la science; des insuffisances en matière de connaissances scientifiques sur l'état de la diversité biologique, et le manque d'intégration des connaissances existantes, en particulier les savoirs autochtones et



locaux, dans la conception des stratégies de gestion de la Biodiversité et des Services écosystémiques pour la durabilité environnementale.

L'un des éléments clés du projet CABES est la formation de jeunes professionnels de diverses disciplines qui souhaitent se spécialiser dans l'interface science-politique-pratique en matière de biodiversité et de services écosystémiques (SPI-BES) à un niveau Master en sciences (MSc). Le programme de Master sera organisé en Afrique

occidentale, centrale et orientale. Il vise à former de jeunes professionnels capables de traduire les résultats de la recherche scientifique en politiques et pratiques durables, tant dans le secteur public que privé. Afin de s'assurer que les besoins en expertise et les préoccupations des différentes parties prenantes sont pris en compte dans la formation académique proposée.

Mmagaza

PRODUITS DE RENTE

Les producteurs sensibilisés au lancement du projet AFIDEV

Les producteurs de vanille, girofle et ylang-ylang à Mohéli ont été conviés samedi 22 octobre dernier à l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANPI) pour une sensibilisation au lancement de l'appel à projet d'appui aux filières d'exportation (vanille, ylang-ylang et girofle) et au développement rural (AFIDEV). Un projet du gouvernement financé par l'Agence française de Développement (AFD) et qui vise à octroyer du financement pour la transformation, le conditionnement et l'exportation des cultures de rente.

Les producteurs des cultures de rente ainsi que les responsables des coopératives agricoles de

vanille, girofle et ylang-ylang ont été conviés samedi dernier à l'ANPI à Bandar es Salam, pour échanger sur la production de leurs cultures de rente. Une occasion pour les responsables du projet AFIDEV de les sensibiliser sur le lancement du concours qui va sélectionner 50 entreprises et coopératives des produits de rente dans le pays. C'est un projet du gouvernement dont l'AFD est le principal bailleur de fonds.

L'objectif est d'aider les agriculteurs en particulier ceux qui s'intéressent à la culture du girofle, de la vanille et de l'ylang-ylang à une inclusion financière. Cet appel à projet vise à octroyer du financement aux agriculteurs pour la transformation, le conditionnement et l'exportation des produits des

filiales vanille, ylang-ylang et girofle. « Cet entretien nous permet de mieux comprendre l'évolution de leurs productions, afin de les orienter mais aussi de leur expliquer le projet AFIDEV. Nous les avons incité à déposer leurs dossiers pour qu'ils bénéficient du financement de ce projet par rapport à ce qu'ils souhaitent faire, car l'AFIDEV est là pour les accompagner », explique la coordinatrice nationale du projet Charmila Mohamed Anoir avant d'ajouter que « nous avons des points focaux à la chambre de commerce et à l'ANPI pour tous ceux qui veulent plus de renseignements ».

L'AFIDEV est un projet qui consiste à soutenir les producteurs et à les intégrer dans les circuits commer-

ciaux, mais aussi à améliorer la gouvernance des filières et du dialogue public-privé.

Cette même sensibilisation s'est déjà effectuée à Anjouan la semaine dernière et conti-

nuera à Ngazidja à partir du 27 de ce mois.

Riwad



af Alliance Française Moroni

Venez découvrir nos comédiens en herbe
accompagnés par Fouad du Comores Comedy Club

Samedi 29 octobre à 20h
Entrée libre / places limitées
Alliance française de Moroni